

## RESEAU CLER

Association loi 1901

8 Rue de Srebrenica

75020 PARIS

### RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

#### SUR LES COMPTES ANNUELS

*Exercice clos le 31 décembre 2024*

• EXPERTISE COMPTABLE

• AUDIT & CAC

• JURIDIQUE

• PATRIMOINE

• INFORMATIQUE

• PAIE

• RH & SOCIAL

• FINANCEMENT

\*\*\*\*\*

À l'Assemblée Générale de l'Association,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association RESEAU CLER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Toulouse

Le 10/06/2025

Stéphane KLUTSCH

**@ec Audit**

Associé

Commissaire aux Comptes

## **ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

### **Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes**

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## Bilan actif

	31/12/2024 (12 mois)			31/12/2023 (12 mois)
	Brut	Amort. prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, Logiciels, droits et valeurs similaires	19 191	- 19 191		
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations Incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	74 673	- 49 740	24 932	29 209
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations nancières				
Participations et Créances rattachées	10 000		10 000	10 000
Autres titres immobilisés	2 030		2 030	2 030
Prêts				
Autres immobilisations nancières	17 887		17 887	11 837
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)</b>	<b>123 780</b>	<b>- 68 931</b>	<b>54 849</b>	<b>53 075</b>
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Bénéficiaires et comptes rattachés	2 824 791		2 824 791	5 119 871
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	1 043 861		1 043 861	1 003 685
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement	40		40	40
Instruments de trésorerie				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités				
Disponibilités	3 324 055		3 324 055	2 518 758
Charges constatées d'avance				
Charges constatées d'avance	28 485		28 485	12 302
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)</b>	<b>7 221 232</b>		<b>7 221 232</b>	<b>8 654 656</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>7 345 012</b>	<b>- 68 931</b>	<b>7 276 081</b>	<b>8 707 731</b>



## Bilan passif

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)
	Total	Total
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>	933 292	924 919
Fonds propres avec droit de reprise		
<i>Fonds propres statutaires</i>		
<i>Fonds propres complémentaires</i>		
Écarts de réévaluation		
<i>Écarts de réévaluation</i>		
Réserves		
<i>Réserves statutaires ou contractuelles</i>		
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>		
<i>Autres</i>		
Report à nouveau		
<i>Report à nouveau</i>		
Excédent ou déficit de l'exercice		
<i>Excédent ou déficit de l'exercice</i>	- 94 169	8 373
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>839 123</b>	<b>933 292</b>
<i>Fonds propres consommables</i>		
<i>Subventions d'investissement</i>		
<i>Provisions réglementées</i>		
<b>Total Fonds Propres (I)</b>	<b>839 123</b>	<b>933 292</b>
<b>FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS</b>		
<i>Fonds reportés liés aux legs ou donations</i>		
<i>Fonds dédiés</i>	411 287	564 285
<b>Total Fonds Reportés et Dédiés (II)</b>	<b>411 287</b>	<b>564 285</b>
<b>PROVISIONS</b>		
<i>Provisions pour risques</i>		
<i>Provisions pour charges</i>	102 599	68 860
<b>Total Provisions (III)</b>	<b>102 599</b>	<b>68 860</b>
<b>DETTES</b>		
<i>Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)</i>		
<i>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</i>		
<i>Emprunts et dettes financières diverses</i>		
<i>Avances et acomptes reçus sur commandes</i>		
<i>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés</i>	186 106	161 252
<i>Dettes des legs ou donations</i>		
<i>Dettes fiscales et sociales</i>	847 292	1 124 048
<i>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</i>		
<i>Autres dettes</i>	2 346 376	1 428 489
<i>Produits constatés d'avance</i>	2 543 298	4 427 505
<b>TOTAL DETTES (IV)</b>	<b>5 923 072</b>	<b>7 141 294</b>
<i>Écarts de conversion Passif (V)</i>		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>7 276 081</b>	<b>8 707 731</b>



## Compte de résultat

	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
PRODUITS D'EXPLOITATION				
<i>Cotisations</i>	172 868	155 418	17 451	11
Ventes de biens et services				
<i>Ventes de biens</i>				
<i>Dont ventes de dons en nature</i>				
<i>Ventes de prestations de service</i>	1 824 732	1 670 846	153 886	9
<i>Dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	479 546	314 785	164 761	52
<i>Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable</i>				
Ressources liées à la générosité du public				
<i>Dons manuels</i>	251 141	305 022	- 53 881	- 18
<i>Mécénats</i>				
<i>Legs, donations et assurances-vie</i>				
<i>Contributions nancières</i>	277 287	206 865	70 422	34
<i>Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges</i>	31 560	11 349	20 210	178
<i>Utilisations des fonds dédiés</i>	564 285	203 740	360 545	177
<i>Autres produits</i>	669	2 862	- 2 193	- 77
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>3 602 088</b>	<b>2 870 887</b>	<b>731 201</b>	<b>25</b>
CHARGES D'EXPLOITATION				
<i>Achats de marchandises</i>				
<i>Variation de stock</i>				
<i>Autres achats et charges externes (1) (2)</i>	1 106 241	754 773	351 467	47
<i>Aides nancières</i>		15 000	- 15 000	- 100
<i>Impôts, taxes et versements assimilés</i>	111 051	77 161	33 890	44
<i>Salaires et traitements</i>	1 397 275	1 019 620	377 655	37
<i>Charges sociales</i>	576 659	388 572	188 087	48
<i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations</i>	15 448	9 446	6 002	64
<i>Dotations aux provisions</i>	33 739	12 437	21 302	171
<i>Reports en fonds dédiés</i>	411 287	564 285	- 152 998	- 27
<i>Autres charges</i>	46 169	18 066	28 103	156
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)</b>	<b>3 697 868</b>	<b>2 859 361</b>	<b>838 507</b>	<b>29</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>- 95 780</b>	<b>11 526</b>	<b>- 107 306</b>	<b>- 931</b>
PRODUITS FINANCIERS				
<i>De participation</i>				
<i>D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé</i>				
<i>Autres intérêts et produits assimilés</i>	1 781	1 724	57	3
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge</i>				
<i>Différences positives de change</i>				
<i>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)</b>	<b>1 781</b>	<b>1 724</b>	<b>57</b>	<b>3</b>
CHARGES FINANCIÈRES				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
<i>Intérêts et charges assimilées</i>				
<i>Différences négatives de change</i>				
<i>Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement</i>				
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)</b>				
<b>RESULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>1 781</b>	<b>1 724</b>	<b>57</b>	<b>3</b>
<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I - II + III - IV)</b>	<b>- 93 999</b>	<b>13 250</b>	<b>- 107 249</b>	<b>- 809</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
<i>Produits exceptionnels sur opérations de gestion</i>				
<i>Produits exceptionnels sur opérations en capital</i>				
<i>Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges</i>				
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)</b>				
CHARGES EXCEPTIONNELLES				



	31/12/2024 (12 mois)	31/12/2023 (12 mois)	Variation	
	Total	Total	Euros	%
<i>Charges exceptionnelles sur opérations de gestion</i>	675		675	
<i>Charges exceptionnelles sur opérations en capital</i>				
<i>Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions</i>				
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)</b>	<b>675</b>		<b>675</b>	
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>- 675</b>		<b>- 675</b>	
<i>Participation des salariés aux résultats (VII)</i>	- 505	4 877	- 5 382	- 110
<i>Impôts sur les bénéfices (VIII)</i>				
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>3 603 870</b>	<b>2 872 611</b>	<b>731 258</b>	<b>25</b>
<b>Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>3 698 038</b>	<b>2 864 238</b>	<b>833 800</b>	<b>29</b>
<b>EXCEDENT</b>		<b>8 373</b>	<b>- 8 373</b>	<b>- 100</b>
<b>DEFICIT</b>	<b>- 94 169</b>		<b>- 94 169</b>	
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
<i>Dons en nature</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Bénévolat</i>				
<b>TOTAL DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				
<i>Secours en nature</i>				
<i>Mises à disposition gratuite de biens</i>				
<i>Prestations en nature</i>				
<i>Personnel bénévole</i>				
<b>TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>				

(1) Redevances de crédit-bail mobilier

(2) Redevances de crédit-bail immobilier





# Annexe

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 7276080.95 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -94168.62 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en œuvre

Le Réseau CLER (anciennement Comité de liaison pour les énergies renouvelables) est une association française, agréée pour la protection de l'environnement, créée en 1984. Elle a pour objectif de promouvoir les énergies renouvelables, la maîtrise de l'énergie et plus largement, la transition énergétique. En 2020, le CLER fédère un réseau de plus de 300 structures professionnelles réparties sur l'ensemble du territoire français. Les acteurs du CLER mènent localement des projets concrets. Au sein de leur association, de leur collectivité ou de leur entreprise, ils mettent en œuvre la transition énergétique sur le terrain, à l'aide de pratiques locales vertueuses et reproductibles. Par la diversité de leurs activités, de leur nature et de leurs champs d'action, ils contribuent à construire une vision transversale et cohérente de l'énergie.

## Faits caractéristiques

- Déménagement du siège de Montreuil vers Paris 20eme
- Changement de nom de l'association, CLER, réseau pour la transition énergétique devient réseau Cler.
- 



## Règles et méthodes comptables

### Base de préparation des comptes sociaux

Les comptes sociaux ont été établis conformément aux règles et principes comptables généralement admis en France selon les dispositions du plan comptable général (Règl. ANC 2014-03 relatif au PCG à jour des différents règlements complémentaires). Les dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ont été appliquées pour notre entité.

Les conventions comptables d'établissement et de présentation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives.



### Immobilisations corporelles et incorporelles

#### Coût d'entrée des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Immobilisations incorporelles

#### Amortissement

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes :

- Logiciels informatiques : 1 à 3 ans
- Brevets : 7 ans

## Immobilisations corporelles

### Amortissement

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé en fonction du rythme de consommation des avantages économiques attendus de l'actif. À ce titre, seul le mode linéaire est retenu sur les durées suivantes:

- Agencements, aménagements des terrains : 6 à 10 ans
- Constructions : 10 à 20 ans
- Agencement des constructions : 12 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 ans
- Agencements, aménagements et installations : 6 à 10 ans
- Matériel de transport : 4 ans
- Matériel de bureau et informatique : 3 à 10 ans
- Mobilier : 5 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### Amortissement dérogatoire

N/A

## Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Dettes

Les dettes sont évaluées à la valeur nominale.



## Engagement de retraite

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour départ à la retraite d'élève à la clôture de l'exercice à 102 598 €.

Le calcul de cet engagement prend en compte :

- Les dispositions du droit de travail
- Un faible turn-over du personnel
- Les données statistiques issues de la table de mortalité de l'INSEE 2024
- L'hypothèse d'un départ à la retraite à l'âge de 60-67 ans

- L'application d'un taux de charges sociales et sociales de 50 %
- La prise en compte d'un taux d'actualisation de 3.35 %

## Titres de participation

Les titres de participation sont évalués à leur coût d'acquisition y compris les frais accessoires.

Un amortissement dérogatoire est alors constaté afin de tenir compte de l'amortissement de ces frais accessoires.

La valeur d'inventaire des titres correspond à la valeur d'utilité pour l'entreprise. Elle est déterminée en fonction de l'actif net de la filiale, de sa rentabilité et de ses perspectives d'avenir. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Fonds dédiés

Les subventions « affectées » à des projets donnent lieu au constat d'une charge, en « engagement à réaliser sur ressources affectées » pour la fraction non encore utilisée à la clôture de l'exercice, et conduisent ainsi à la constitution de fonds dédiés aux projets en question, au passif du bilan.

Les fonds dédiés concernent des subventions. Ces fonds dédiés sont repris, au fur et à mesure de leur utilisation pour le Financement des projets. Cette reprise est effectuée pour un montant égal à celui enregistré dans les charges d'allocation au financement de projets.

En conséquence, le solde au bilan correspond, à la clôture de l'exercice, à la partie des ressources versées par les tiers Financeurs qui n'ont pas encore été utilisée.

## Informations relatives aux dirigeants

Les membres du Conseil d'Administration et du Bureau exercent bénévolement leur mandat et aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.

## Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Evènements postérieurs à la clôture

Structuration du groupe CLER composé de l'association, de la filiale et du Groupement employeur.



## Notes relatives aux postes de bilan

## Tableau des immobilisations

	Montant début d'exercice	Réévaluations	Acquisitions et assimilés	Virement poste à poste	Cessions et assimilés	Montant n d'exercice	Valeur d'origine des immos réévaluées
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>							
<i>Frais d'établissement</i>							
<i>Frais de recherche et de Développement</i>							
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>							
<i>Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	19 191					19 191	
<i>Fonds commercial</i>							
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>							
<i>Immobilisations incorporelles en cours</i>							
<i>Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles</i>							
<b>Sous-total</b>	<b>19 191</b>					<b>19 191</b>	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>							
<i>Terrains</i>							
<i>Constructions sur sol propre</i>							
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>							
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>							
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>							
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>							
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>							
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	63 501		11 172			74 673	
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>							
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>							
<i>Immobilisations corporelles en cours</i>							
<i>Avances et acomptes sur immobilisations corporelles</i>							
<b>Sous-total</b>	<b>63 501</b>		<b>11 172</b>			<b>74 673</b>	
<b>BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES</b>							
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>							
<b>Sous-total</b>							
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>							
<i>Participations évaluées par mise en équivalence</i>							
<i>Autres participations</i>	10 000					10 000	
<i>Autres titres immobilisés</i>	2 030					2 030	
<i>Prêts</i>							
<i>Autres immobilisations Financières</i>	11 837		14 572		8 522	17 887	
<b>Sous-total</b>	<b>23 867</b>		<b>14 572</b>		<b>8 522</b>	<b>29 917</b>	
<b>Total</b>	<b>106 558</b>		<b>25 744</b>		<b>8 522</b>	<b>123 780</b>	



## Notes relatives aux postes du bilan

### Amortissements des immobilisations

	Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant n d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
<i>Frais d'établissement</i>				
<i>Frais de recherche et de développement</i>				
<i>Donations temporaires d'usufruit</i>				
<i>Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs Similaires</i>	19 191			19 191
<i>Fonds commercial</i>				
<i>Autres immobilisations incorporelles</i>				
<b>Sous-total</b>	<b>19 191</b>			<b>19 191</b>
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
<i>Terrains</i>				
<i>Constructions sur sol propre</i>				
<i>Constructions sur sol d'autrui</i>				
<i>Installations générales, agencements, aménagements des constructions</i>				
<i>Installations techniques matériels et outillages industriels</i>				
<i>Autres imm. Corp. Installations générales agencements divers</i>				
<i>Autres imm. Corp. Matériel de transport</i>				
<i>Autres imm. Corp. Matériel de bureau et Matériel informatique</i>	34 292	15 448		49 740
<i>Autres imm. Corp. Mobilier</i>				
<i>Autres imm. Corp. Divers</i>				
<b>Sous-total</b>	<b>34 292</b>	<b>15 448</b>		<b>49 740</b>
<b>Total</b>	<b>53 483</b>	<b>15 448</b>		<b>68 931</b>



## Actif circulant

Le total des créances à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

### État des créances

	Montant Brut	A moins d'un an	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	17 887		17 887
<i>Créances rattachées à des participations</i>			
<i>Prêts (1) (2)</i>			
<i>Autres immobilisations nancières</i>	17 887		17 887
ACTIF CIRCULANT	3 897 137	3 897 137	
<i>Créances bénéficiaires et comptes rattachés</i>	2 824 791	2 824 791	
<i>Clients douteux ou litigieux</i>			
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>			
<i>Personnel et comptes rattachés</i>			
<i>Sécurité sociale et autres organismes sociaux</i>	2 063	2 063	
État et autres collectivités publiques	1 040 480	1 040 480	
<i>Impôts sur les bénéfices</i>	248	248	
TVA	76 430	76 430	
<i>Autres impôts et taxes versements</i>			
Divers	963 802	963 802	
<i>Confédérations, fédérations, unions et entités a liés débiteurs</i>			
<i>Débiteurs divers</i>	1 318	1 318	
<i>Charges constatées d'avance</i>	28 485	28 485	
<b>Total</b>	<b>3 915 023</b>	<b>3 897 137</b>	<b>17 887</b>

(1) Prêts accordés en cours d'exercice : -

(2) Remboursements obtenus en cours d'exercice : -



### Produits à recevoir

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
<i>Bénéficiaires</i>	2 917		2 917	
<i>Produits à recevoir - Divers</i>	76	7 312	- 7 236	- 99
<b>Total</b>	<b>2 993</b>	<b>7 312</b>	<b>- 4 319</b>	<b>- 59</b>



## Notes relatives aux postes du bilan

### Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	924 919	8 373			933 292
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit de l'exercice	8 373	- 8 373		94 169	- 94 169
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>933 292</b>			<b>94 169</b>	<b>839 123</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
<b>Total</b>	<b>933 292</b>			<b>94 169</b>	<b>839 123</b>

### Fonds dédiés

	Utilisations				A la clôture de l'exercice	
	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Montant global	dont remboursements	Transferts	Montant global
Fondations abritées						dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Fondations abritées						
Subvention D'exploitation						
Subvention D'exploitation	564 285	411 287	564 285			411 287
Contributions nancières d'autres organismes						
Contributions nancières d'autres organismes						
Ressources liées à la générosité du public						
Legs et donations						
Dons						
Mécénats						
Autres						
<b>Total</b>	<b>564 285</b>	<b>411 287</b>	<b>564 285</b>			<b>411 287</b>



## Notes relatives aux postes du bilan

### Provisions

#### Provisions pour charges

	Montant début d'exercice	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	Montant n d'exercice
<i>Charges sur legs ou donations</i>					
<i>Pour pensions et obligations similaires</i>	68 860	33 739			102 599
<i>Pour restructuration</i>					
<i>Pour impôts</i>					
<i>Pour renouvellement des immobilisations (entreprises Concessionnaires)</i>					
<i>Pour gros entretiens ou grandes visites</i>					
<i>Autres provisions pour charges</i>					
<b>Total</b>	<b>68 860</b>	<b>33 739</b>			<b>102 599</b>

#### Ventilation des dotations et reprises

	Exercice N	Exercice N- 1
<b>Exploitation</b>		
<i>Dotations d'exploitation</i>	33 739	12 437
<i>Reprises d'exploitation</i>		
<b>Total Exploitation</b>	<b>- 33 739</b>	<b>- 12 437</b>
<b>Financier</b>		
<i>Dotations nancières</i>		
<i>Reprises nancières</i>		
<b>Total Financier</b>		
<b>Exceptionnel</b>		
<i>Dotations exceptionnelles</i>		
<i>Reprises exceptionnelles</i>		
<b>Total Exceptionnel</b>		
<b>Total des dotations et reprises</b>	<b>- 33 739</b>	<b>- 12 437</b>



## Notes relatives aux postes du bilan

### Dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

#### État des dettes

	Montant Brut	Échéance à 1 an	Échéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
<b>DETTES FINANCIERES</b>				
Emprunts obligataires convertibles (1) (2)				
Autres emprunts obligataires (1) (2)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1) (2)				
- Dont à 1 an au maximum à l'origine				
- Dont à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1) (2) (3)				
<b>AUTRES DETTES</b>	5 923 072	5 923 072		
Fournisseurs et comptes rattachés	186 106	186 106		
Dettes sur legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	125 261	125 261		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	170 213	170 213		
<b>État et autres collectivités publiques</b>	551 818	551 818		
Impôt sur les sociétés				
Taxe sur la valeur ajoutée	533 175	533 175		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	18 643	18 643		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Confédérations, fédérations, unions et entités affiliées créditeurs (3)				
Autres dettes	2 346 376	2 346 376		
Produits constatés d'avance	2 543 298	2 543 298		
<b>Total</b>	<b>5 923 072</b>	<b>5 923 072</b>		



(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice : -

(2) Emprunts remboursés en cours d'exercice : -

(3) Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personne physique : -

#### Charges à payer

	Montant	Exercice N-1	Variation Euros	Variation %
Fournisseurs - Factures non parvenues	59 878	13 130	46 748	356
Charges à payer - Personnel & charges sociales	170 087	166 822	3 265	2
<b>Total</b>	<b>229 966</b>	<b>179 952</b>	<b>50 014</b>	<b>28</b>

Comptes de régularisation

## Charges constatées d'avance

	Solde comptable 486	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Charges constatées d'avance</i>	28 485	28 485		
<b>Total</b>	<b>28 485</b>	<b>28 485</b>		

## Produits constatés d'avance

	Solde comptable 487	Exploitation	Exceptionnel	Financier
<i>Produits constatés d'avance</i>	2 543 298	2 543 298		
<b>Total</b>	<b>2 543 298</b>	<b>2 543 298</b>		



## Notes relatives au compte de résultat

## Ventilation du chiffre d'affaires

	France	Exportations et livraisons intracommunautaires	Total
<i>Ventes de marchandises</i>			
<i>Production vendue - biens</i>			
<i>Production vendue - services</i>	1 824 732		1 824 732
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>1 824 732</b>		<b>1 824 732</b>

Concours publics et subventions par nature et par catégories d'autorités administratives

## Subventions et Concours Publics

	Union Européenne	Etat	Collectivités Territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres	Total
<i>Concours publics</i>						
<i>Subvention d'exploitation</i>		479 546				479 546
<i>Subvention d'investissement</i>						
<b>Total</b>		<b>479 546</b>				<b>479 546</b>

Les subventions d'Etat sont celles apportées par l'ADEME et par des ministères de gouvernement



## Autres informations

## Tableau des effectifs

	Exercice N
EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL	
<i>Cadres</i>	33
<i>Agents de maîtrise et techniciens</i>	1
<i>Ouvriers</i>	
Total	34

